



MONDE

A Lesbos, un camp pour réfugiés aux allures de prison

— À Moria, sur l'île grecque de Lesbos, les migrants qui n'ont pas de statut de réfugié attendent de savoir ce qu'ils vont devenir.

— 16 000 migrants et réfugiés potentiels se trouvent ainsi piégés sur les îles grecques face à la Turquie.

Lesbos (Grèce)
 De notre correspondant

« La nourriture est infecte. C'est tous les jours la même chose, souvent c'est même avarié. » Andoua, la trentaine, vient de Sierra Leone. Il s'exprime au travers du grillage du camp de Moria, sur l'île grecque de Lesbos. Depuis l'accord signé entre l'Union européenne et la Turquie, en mars 2016, qui prévoit le renvoi de ceux qui n'ont pas obtenu le statut de réfugié, ce camp pour réfugiés est devenu une prison pour migrants. Andoua ne peut sortir d'ici. Il serre les doigts sur le grillage. Parler à la presse est déjà un exploit pour lui, alors que depuis des mois, le gouvernement grec interdit l'accès au site aux journalistes. Mais il n'a pas envie de parler : « Pourquoi faire ? Pour nous, rien ne changera », dit-il.

À ses côtés, Djemil, Algérien de 24 ans, affirme avoir été mis en prison dans le camp dès son arrivée, sans avoir pu déposer de demande d'asile, ce qui est illégal. Officiellement, chacun peut déposer une telle demande à son arrivée sur le sol européen. Tous le font pour obtenir du temps, dans l'espoir de gagner Athènes. Djemil a essayé, il a rejoint le port et embarqué sur un bateau. Mais un contrôle à bord l'a renvoyé à Moria. Sa détermination est palpable : « Je sais que jamais je ne pourrai obtenir l'asile. Je suis prêt à tout pour sortir de là. »

À l'autre bout du camp, l'entrée officielle est gardée par des forces anti-émeutes, un double grillage

« Je sais que jamais je ne pourrai obtenir l'asile. Je suis prêt à tout pour sortir de là. »

et des barbelés élevés. Les défenseurs des droits de l'homme ont surnommé Moria « Guantanamo ». De l'extérieur, l'endroit affiche pourtant une image presque correcte avec ses conteneurs blancs alignés, son linge qui sèche aux fenêtres et les allées et venues continues à l'intérieur. Rien ne permet d'imaginer un enfer. Joseph, du Niger, remet les pendules à l'heure : « On a passé l'hiver sous des tentes, les conteneurs sont arrivés après. On avait de la neige jusqu'aux mollets. Quand il pleuvait, l'eau passait au travers des tentes, et les rats couraient partout. On était tout le temps malades, les enfants surtout. »

Son amie, en boubou flamboyant, refuse de donner son nom mais accepte de témoigner : « Les





repères

De plus en plus de migrations à cause des conflits

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés (20 juin), le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) publie son rapport annuel sur les déplacés dans le monde en raison de conflits.

On compte 65,6 millions de « déracinés » en 2016 : 300 000 de

toilettes sont toujours bouchées, les douches n'ont jamais d'eau chaude. Il y a tous les soirs des bagarres. On ne peut dormir, on est les uns sur les autres. Et si tu demandes à ton voisin de parler moins fort, ça fait des histoires. » Le pire pour ces damnés de la terre, c'est l'attente : « Des journées, des semaines, des mois entiers, et personne ne nous dit ce qui va se passer », témoigne cette femme « piégée » depuis presque un an sur place. « Il y a eu des ten-

plus qu'en 2015. Parmi eux, des « déplacés internes » en légère baisse (40,3 millions) et des « réfugiés » qui quittent leur pays (22,5 millions) en hausse de 1,2 million. La moitié de ces réfugiés sont des enfants.

Le conflit en Syrie génère le plus de réfugiés (5,5 millions, + 825 000 en 2016). Mais la détérioration au Soudan du Sud est jugée la plus préoccupante : + 64 % de réfugiés lors des six derniers mois de 2016 (1,4 million).

tatives de suicides. Les gens deviennent fous, les hommes nerveux... » Elle n'en dira pas plus. Amani, jeune professeur d'anglais venue de Syrie il y a six mois, lâchera le morceau, du bout des lèvres : « Dans la grande tente, un soir, un homme m'a touchée, c'est la vérité. Personne n'a rien fait. Il venait de mon pays. Si je l'avais dénoncé, personne ne m'aurait crue et c'est moi qui aurais eu des problèmes. Alors je n'ai rien dit. »

Les agressions sexuelles semblent plus nombreuses que ce que les autorités admettent. C'est pourquoi, alors que toutes les ONG ont quitté Moria pour dénoncer sa transformation, Nikitas Kanakis, président de Médecins du monde, a installé un cabinet gynécologique dans un autre camp, Kara Tepe, ouvert, réservé aux familles, visitable sur demande. « Ici, c'est un lieu de parole. Les femmes nous font confiance. On soigne et on écoute. On les croit, c'est capital. »

Kara Tepe ou Moria ont un point commun. Ils sont cachés de la ville, derrière les collines. Pour Spiros Galinos, maire de l'île, il est primordial que l'image de « l'île aux migrants » change : « Les bos n'est pas qu'une île d'accueil de réfugiés. Nous les accueillons et continuerons à le faire, mais cela ne doit pas nous pénaliser. Les touristes doivent revenir. » Le président de l'Union des entreprises touristiques confirme : « On attend six à huit charters par semaine, c'est peu par rapport au passé mais mieux qu'il y a deux ans. On n'avait presque plus d'arrivées. »

Thomas Jacobi